

(4)
(N° 93.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1914.

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la reconnaissance des enfants naturels, à l'adoption, aux droits de succession des enfants naturels et à la représentation en ligne collatérale.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Avec un certain nombre de mes collègues, j'ai déposé à nouveau une proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la reconnaissance des enfants naturels, à l'adoption, aux droits de succession des enfants naturels et à la représentation en ligne collatérale.

Celle-ci avait été élaborée et déposée par notre ancien collègue M. Paul Janson, mais était devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres en 1912.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons mieux justifier son dépôt qu'en reproduisant ci-après les développements que rédigea pour l'appuyer M. Paul Janson.

FERDINAND FLÉCHET.

DÉVELOPPEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. JANSON.

MESSIEURS,

Les dispositions du Code civil, relatives aux enfants naturels, sont empreintes d'une rigueur et d'une sévérité réellement excessives.

Au premier abord, il semble que l'enfant naturel, victime innocente de la faute de ses père et mère, devrait être l'objet d'une protection spéciale. Au contraire, le législateur ne s'en occupe que pour restreindre et diminuer ses droits.

La législation actuelle est la méconnaissance ouverte et flagrante du principe que la responsabilité des fautes commises est personnelle et qu'il est contraire à toute équité de l'endosser à celui qui leur est étranger et qui se trouve dès sa naissance légalement privé de l'appui et de la protection de son père et de sa mère, à moins que ceux-ci, ce qui n'est que trop rare, lui assurent un état civil régulier.

Les auteurs du Code se sont imaginés qu'ils protégeraient la famille légitime en légiférant contre les enfants naturels.

Illusion manifeste. Ceux qui vivent en concubinage, obéissant exclusivement à un sentiment personnel et égoïste, ne se préoccupent en rien du sort réservé aux enfants qui peuvent être le fruit de leurs relations illicites.

On peut tenir comme une chose certaine que la législation sur les enfants naturels n'a pas eu pour conséquence de réduire le nombre de ceux-ci, en faisant apparaître à leurs auteurs les conséquences de leur faute à l'égard des enfants qu'ils auraient procréés hors mariage.

Le moment nous paraît venu de rendre en cette matière la législation plus humaine et plus équitable ; mais, comme il est toujours difficile d'obtenir des réformes radicales, si équitables et justes qu'elles soient, les auteurs de la proposition se sont préoccupés de renfermer celles-ci dans des limites telles qu'elles puissent être facilement accueillies par tous ceux qui reconnaissent que cette législation d'un autre âge ne peut subsister dans sa rigueur et ses injustices.

La question a été résolue en partie par le Parlement français (voir la loi du 23 mars 1896 et l'excellent commentaire qui en a été fait par M. Henri Coulon, avocat à la Cour d'appel de Paris) (1).

Les auteurs de la proposition se sont en grande partie inspirés de cette loi et des progrès qu'elle a réalisés dans le droit civil.

Ces considérations générales suffisent à expliquer la portée générale du projet de loi et il nous reste à justifier les différentes dispositions qu'il comporte.

Article 354. — La doctrine et la jurisprudence, interprétant cet article

(1) Paris, Imprimerie et Librairie générale de jurisprudence. Paris, Marchal et Biard.

d'une manière restrictive, n'ont pas admis la reconnaissance d'un enfant naturel lorsqu'elle est faite par un testament olographe.

Nous proposons au contraire d'admettre que la reconnaissance faite par un testament olographe sera valable; ceci, bien entendu, si le testament olographe est reconnu sincère, s'il n'est pas contesté ou si, ayant été l'objet d'une dénégation d'écriture, il est finalement reconnu, à la suite des devoirs de preuves prescrits par la loi, avoir été écrit, daté et signé par le testateur.

Le testament olographe, sauf le péril de la dénégation d'écriture, est celui qui exprime le mieux la volonté réelle et personnelle du défunt et il ne se conçoit pas que, par cet acte de dernière volonté, le père ou la mère de l'enfant naturel ne puisse pas le reconnaître et lui conférer ainsi, par une réparation tardive, des droits dans leur succession. Mais il nous paraît inadmissible que le père ou la mère de l'enfant naturel puisse le reconnaître après son décès. Une telle reconnaissance n'a d'autre effet que de leur conférer des droits dans sa succession et est inspirée par le désir d'un lucre illégitime. Nous proposons de l'interdire.

L'article 335 a prohibé la reconnaissance des enfants adultérins ou incestueux; ce sont cependant ceux dont la situation est la plus malheureuse et la plus digne d'intérêt. Toutefois, préoccupés, comme nous l'avons dit, de ne pas faire d'innovation trop hardie, nous nous bornons à proposer certaines atténuations à la règle générale proclamée par la loi.

Celle-ci, en déclarant que ces enfants n'ont droit qu'à des aliments, suppose le cas où leur filiation a été authentiquement constatée par suite d'une violation de la loi ou d'une décision judiciaire; mais il peut arriver que plus tard le mariage soit autorisé entre le père et la mère, lorsque l'existence de la cause d'inceste a disparu, notamment dans le cas où un beau-frère est autorisé à épouser sa belle-sœur.

Il peut aussi arriver que celui des père et mère qui s'est rendu coupable d'adultère puisse ultérieurement et valablement épouser le complice de cet adultère.

Il est équitable, dans ces deux cas, de ne pas maintenir la prohibition de la loi et d'autoriser la reconnaissance des enfants naturels adultérins ou incestueux, ou d'ajouter que, si elle a été faite, elle produira néanmoins ses effets, et qu'elle pourra être faite, si ultérieurement le mariage, régulièrement contracté, fait disparaître la cause de la prohibition légale.

Articles 345, 346 et 353. — La doctrine et la jurisprudence, interprétant cette fois le Code dans un large esprit d'équité, ont admis que le père ou la mère d'un enfant naturel pouvait l'adopter et lui assurer ainsi la situation d'un enfant légitime; mais les conditions de l'adoption sont rigoureusement déterminées par le Code civil, qui règle l'âge de l'adoptant, l'âge de l'adopté, et qui exige le consentement de celui-ci.

Lorsqu'il s'agit d'un enfant naturel, ces conditions n'ont pas de raison d'être; l'enfant naturel peut être reconnu sans son consentement; on ne voit pas pourquoi ce consentement serait nécessaire en cas d'adoption. Il peut être reconnu s'il est mineur; il n'y a pas de raison d'exiger qu'il soit majeur quand il s'agit d'adoption.

Enfin, la loi exige de l'adoptant l'âge de 30 ans, et il nous paraît qu'il suffit de dire que l'adoptant sera âgé de 30 ans au moins, ce qui est la garantie que l'adoption sera de sa part un acte mûrement réfléchi.

En résumé, si notre proposition est admise, la seule condition essentielle qui justifiera l'adoption sera que, conformément aux dispositions du Code, article 345, paragraphe 1^{er}, l'adoptant ait fourni des secours et des soins ininterrompus à l'adopté pendant six ans ; ce sera pour ainsi dire toujours le cas, si le futur adopté a été préalablement reconnu.

Restait à régler les droits successoraux de l'enfant naturel ; tel est l'objet des articles suivants du projet de loi.

Le Code, dans son hostilité contre les enfants naturels, n'a pas voulu leur reconnaître la qualité d'héritier et, en conséquence, leur a fait une situation spéciale et exceptionnelle, en les privant de la saisine et en réservant celle-ci aux héritiers légitimes.

La différence établie entre les héritiers légitimes et les enfants naturels, à ce point de vue spécial, ne se justifie par aucune considération sérieuse.

Elle est du reste plutôt dans les mots que dans les choses, et il semble plus rationnel, si l'on restreint les droits des enfants naturels, de reconnaître que ces droits, tels qu'ils sont restreints, sont cependant des droits héréditaires et soumis comme tels aux règles générales qui régissent ceux-ci.

Les articles 725 et 724 nouveau et une partie de l'article 756 nouveau se justifient par les considérations qui précèdent.

Art. 757. — Cet article propose d'abord, lorsqu'il y a des enfants naturels et des enfants légitimes, de ne pas trop réduire les enfants naturels à la portion congrue.

Le Code ne leur accorde que le tiers de la part qu'ils auraient eue s'ils avaient été légitimes.

Cette réduction nous paraît excessive ; elle fait à l'enfant naturel une situation très préjudiciable, alors que la responsabilité de sa naissance irrégulière incombe exclusivement à ses parents.

Il nous paraît donc équitable que la part de l'enfant naturel soit portée du tiers à la moitié.

Reste le cas où le père ou la mère de l'enfant naturel n'a pas de descendants légitimes ; dans ce cas encore, l'enfant naturel est frappé d'une déchéance partielle ; il est réduit à la moitié ou aux trois quarts de la succession, l'autre moitié ou l'autre quart allant aux ascendants et aux collatéraux ; et cependant, par un contraste étrange, il n'arrive pas à la succession de ses ascendants autres que le père ou la mère, et il n'arrive pas à la succession de ses collatéraux !

On peut et l'on doit présumer que le défunt qui a reconnu un enfant naturel a pour celui-ci une affection plus vive que pour ses ascendants ou ses collatéraux, et, par conséquent, l'ordre des successions reposant sur l'affection présumée, il convient d'assimiler, au point de vue de celui-ci, l'enfant naturel à l'enfant légitime, si le défunt ne laisse pas de descendants légitimes.

Cette innovation offre d'autant moins d'inconvénient, que le père ou la

mère pourra toujours, à concurrence de la quotité disponible, déshériter l'enfant naturel au profit de ses ascendants ou collatéraux ; mais ce qui nous paraît inadmissible, c'est que la loi elle-même consacre une pareille exhérédation, qui, dans l'hypothèse prévue, ne se justifie pas. Il se peut que l'ascendant d'un enfant naturel soit heureux d'adhérer à sa reconnaissance ; en pareil cas, il est juste que l'enfant naturel arrive dans une certaine mesure à sa succession ; c'est ce que propose le projet de loi.

L'article 761 du Code atteste, une fois de plus, nous pourrions presque dire la haine que les auteurs du Code ont vouée à l'enfant naturel.

Ils ont interdit et frappé de nullité le pacte sur succession future, et voici que, par une exception étrange, ils l'établissent et l'autorisent, lorsqu'il s'agit de restreindre et de diminuer les droits déjà si minces de l'enfant naturel. Nous croyons qu'il y a lieu d'abroger le texte et de revenir au droit commun.

Art. 725. — Nous proposons de dire que la règle d'après laquelle l'enfant conçu est capable d'hériter s'applique à l'enfant naturel. Elle n'est, du reste, que l'application du principe d'après lequel le projet de loi supprime, au point de vue du droit héréditaire, la différence entre les enfants naturels et les héritiers légitimes.

Art. 758. — Son abrogation est la conséquence des dispositions précédentes. Cet article ne donne la totalité des biens à l'enfant naturel que lorsqu'il n'y a pas d'héritiers au degré successible.

D'après le projet de loi, l'enfant naturel, s'il n'y a pas de descendants, recueille la succession totale du père ou de la mère qui l'avait reconnu. Il y avait donc lieu d'abroger cet article pour éviter une antinomie.

L'article 908 est la sanction des dispositions draconiennes portées contre l'enfant naturel ; celles-ci venant à être supprimées en grande partie, il va de soi que l'article 908 ne peut plus être appliqué que dans les limites déterminées par le projet de loi. D'autre part, la restriction apportée au droit héréditaire de l'enfant naturel étant établie dans l'intérêt des enfants légitimes, il va de soi que ceux-ci peuvent seuls s'en prévaloir, à l'exclusion des tiers.

Art. 915. — Bien que le Code n'accorde pas expressément une réserve à l'enfant naturel, la doctrine et la jurisprudence ont admis le principe de celle-ci.

Il y a désaccord sur la manière de la calculer, surtout lorsqu'il y a plusieurs enfants naturels et plusieurs enfants légitimes.

Nous avons proposé de majorer les droits de l'enfant naturel dans la succession de son père ou de sa mère, lorsqu'il est en concours avec des enfants légitimes.

Par une conséquence nécessaire, nous avons dû aussi majorer sa réserve et proposer de la déclarer identique à celle de l'enfant légitime, s'il n'y a pas d'enfants légitimes ou de descendants de ceux-ci.

Enfin, il nous a paru équitable de conserver dans la loi une réserve au profit de la mère de l'enfant naturel reconnu.

Si la mère a reconnu son enfant naturel, elle a été également astreinte à

pourvoir à son éducation et à ses besoins, et elle a accompli un devoir évident, commandé par la morale; dès lors, l'enfant naturel ayant des droits dans sa succession et une réserve dans celle-ci, il est légitime que la mère, de son côté, ait une réserve dans la succession de son enfant naturel.

Nous n'étendons pas cette disposition au père, parce que la filiation de l'enfant naturel avec le père qui l'a reconnu, en dépit de la reconnaissance, peut ne pas être sincère, et qu'il faut éviter que par la reconnaissance d'un enfant naturel, un citoyen se crée des droits héréditaires dans sa succession.

Ce danger n'est pas à craindre quant à la mère, car la filiation maternelle peut être établie avec certitude.

Art. 742. — Le Code n'a admis la représentation qu'en faveur des descendants légitimes à tous les degrés et en faveur des descendants légitimes des frères et sœurs.

Lorsque, à l'ouverture de la succession, il n'existe ni descendants légitimes, ni ascendants, ni frères, ni sœurs, ni oncles, ni tantes, ni descendants de ceux-ci, la succession est dévolue aux parents les plus proches, c'est-à-dire aux cousins germains; mais, en pareil cas, le de cujus est d'ordinaire parvenu à un âge avancé; et, par une conséquence nécessaire, le nombre des cousins germains est très limité, et il arrive souvent qu'un seul d'entre eux recueille toute la succession.

Il nous semble qu'en pareil cas, la dévolution de la succession tout entière aux cousins germains qui ont survécu au de cujus a quelque chose d'excessif.

Il en résulte que des cousins sous-germains au 5^e degré, qui ont perdu leur père ou leur mère, sont exclus de la succession, alors que le défunt reportait sur eux l'affection qu'il avait vouée à leurs auteurs.

Nous proposons donc de redresser cette injustice en étendant la représentation jusqu'au 5^e degré.

En résumé, le projet de loi, dans cette matière spéciale, s'inspire des idées plus larges et plus justes qui ont déjà inspiré, dans cette même matière des successions, des innovations importantes :

Telle la loi du 20 mai 1837, qui a abrogé l'ancien article 726 du Code civil, consacrant, sous certaines réserves, l'abolition du droit d'aubaine.

Telle la loi du 27 avril 1865, qui, abrogeant la précédente, a supprimé, sous certaines réserves, les incapacités qui, dans cette matière, frappaient les étrangers.

Telle enfin la loi plus récente du 20 novembre 1896, qui, modifiant profondément le Code civil, a reconnu au conjoint survivant des droits importants et a ainsi réalisé une réforme considérable.

PAUL JANSON.

PROPOSITION DE LOI

modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la reconnaissance des enfants naturels, à l'adoption, aux droits de succession des enfants naturels et à la représentation en ligne collatérale.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 334, 335, 343, 346, 355, 723, 724, 742, 756, 757, 765, 908 et 913 du Code civil sont modifiés comme suit :

ART. 334. — Cet article est complété comme il suit :

Elle pourra être faite par un testament olographe.

La reconnaissance d'un enfant naturel ne pourra avoir lieu après son décès.

ART. 335. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à cet article :

Si, contrairement à la loi, un enfant adultérin a été reconnu, cette reconnaissance sortira ses effets dans le cas où son père et sa mère viendraient à se marier.

Si, contrairement à la loi, un enfant incestueux a été reconnu, cette reconnaissance sortira ses effets dans le cas où, ultérieurement, ses père et mère auraient reçu l'autorisation de se marier.

L'enfant incestueux pourra être reconnu lorsque le mariage entre ses père et mère aura été autorisé.

L'enfant adultérin pourra être reconnu au cas où son père et sa mère viendraient à se marier.

WETSVOORSTEL

waarbij gewijzigd worden sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de erkenning der onechte kinderen, de aanneming, de rechten van successie der onechte kinderen en de vertegenwoordiging in de zijlinie.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 334, 335, 343, 346, 355, 723, 724, 742, 756, 757, 765, 908 en 913 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

ART. 334. — Dit artikel wordt aldus aangevuld :

Zij kan geschieden bij olografisch testament.

De erkenning van een onecht kind kan niet geschieden na zijn overlijden.

ART. 335. — De volgende bepalingen worden aan dit artikel toegevoegd :

Indien, in strijd met de wet, een kind, in overspel geteeld, erkend werd, zal deze erkenning hare uitwerking hebben wanneer zijn vader en zijne moeder met elkander mochten trouwen.

Indien, in strijd met de wet, een kind, in bloedschande geteeld, erkend werd, zal deze erkenning hare uitwerking hebben wanneer, later, zijn vader en zijne moeder de machtiging mochten bekomen om met elkander te trouwen.

Het in bloedschande geteeld kind kan erkend worden, wanneer het huwelijk tusschen zijn vader en zijne moeder toegelaten wordt.

Het in overspel geteeld kind kan erkend worden, wanneer zijn vader en zijne moeder met elkander mochten trouwen.

ART. 543. — Cet article est complété comme il suit :

Toutefois, le père ou la mère d'un enfant naturel reconnu peut adopter son enfant, quelle que soit la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté, si l'adoptant est âgé d'au moins 50 ans.

ART. 546. — Cet article est complété comme suit :

Lorsque l'adopté sera un enfant naturel reconnu, l'adoption par son père ou par sa mère pourra avoir lieu avant la majorité de l'adopté.

ART. 555. — Cet article est complété comme il suit :

Le consentement de l'adopté n'est pas nécessaire s'il est l'enfant naturel reconnu de l'adoptant.

ART. 723. — Cet article est modifié comme il suit :

La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les enfants naturels légalement reconnus ; à leur défaut, les biens passent à l'époux survivant ; et s'il n'y en a pas, à l'État.

ART. 724. — Cet article est modifié comme suit :

Les héritiers légitimes et les enfants naturels légalement reconnus sont saisis de plein droit des biens, droits et action du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession dans les formes qui sont déterminées.

ART. 742. — Cet article est complété comme suit :

La représentation est admise en faveur des enfants au premier degré,

ART. 543. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Echter kan de vader of de moeder van een erkend onecht kind het als zijn kind aannemen, welk ook het verschil van jaren zij tusschen den aannemende en den aangenomene, indien hij, die het aanneemt, ten minste dertig jaar oud is.

ART. 546. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Indien de aangenomene een onecht erkend kind is, kan de aanneming door zijn vader of door zijne moeder geschieden vóór de meerderjarigheid van den aangenomene.

ART. 555. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

De toestemming van den aangenomene is niet noodig wanneer hij is het onecht erkend kind van hem, die het kind als het zijne aanneemt.

ART. 723. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wet regelt de orde van erfopvolging tusschen de wettige erfgenamen en de wettig erkende onechte kinderen ; bij dezer ontstentenis, gaan de goederen over op den langstlevenden echtgenoot en, zoo er geen is, op den Staat.

ART. 724. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wettige erfgenamen en de wettig erkende onechte kinderen treden van rechtswege in het bezit der goederen, rechten en actiën van den overledene, onder verplichting al de lasten der nalatenschap te kwijten. De langstlevende echtgenoot en de Staat moeten zich door den rechter in bezit doen stellen, volgens de bepaalde vormen.

ART. 742. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

De vertegenwoordiging is toegelaten ten gunste van de kinderen in

des cousins germains parents au quatrième degré.

ART. 756. — Cet article est modifié comme suit :

La loi n'accorde de droit aux enfants naturels sur les biens de leur père et de leur mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère.

La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère, sauf l'exception établie ci-après.

ART. 757. — Le paragraphe 2 de cet article est modifié comme il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime.

Il est identique à celui des enfants légitimes, si le père ou la mère ne laissent pas de descendants légitimes.

L'enfant naturel qui aura été reconnu avec le consentement d'un ou de plusieurs ascendants du père ou de la mère, donné soit lors de la reconnaissance, soit après, par acte authentique, soit par une disposition testamentaire, aura droit de prendre part dans la succession de l'ascendant qui a donné son consentement suivant les dispositions qui précèdent.

ART. 765. — La disposition suivante est ajoutée à cet article :

Sauf le cas où la reconnaissance

den eersten graad, van de volle neven die bloedverwanten zijn in den vierden graad.

ART. 756. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wet vergunt eerst rechten aan de onechte kinderen op de goederen van hun overleden vader en moeder, wanneer zij wettig erkend zijn.

De onechte kinderen, wettig erkend, zijn geroepen als erfgenamen tot de nalatenschap van hun vader of van hun moeder.

De wet vergunt geen hoegenaamd recht aan de onechte kinderen op de goederen der bloedverwanten van hun vader of van hunne moeder, behalve de hierna gestelde uitzondering.

ART. 757. — Paragraaf 2 van dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

Indien de vader of de moeder wettige afstammelingen heeft achtergelaten, bestaat dit recht in de helft van het erfelijk deel, dat het onechte kind zou gehad hebben indien het wettig geweest ware.

Het is gelijk aan dit van de wettige kinderen, wanneer de vader of de moeder geene wettige afstammelingen achterlaat.

Het onechte kind, dat erkend werd met de toestemming van een of meerdere bloedverwanten van den vader of van de moeder, in de opgaande lijn, toestemming gegeven hetzij bij de erkenning, hetzij daarna, bij authentieke akte, hetzij bij uiterste wilsbeschikking, heeft recht deel tenemen in de nalatenschap van den bloedverwant, in de opgaande lijn, die zijne toestemming heeft gegeven volgens bovenstaande bepalingen.

ART. 765. — Aan dit artikel wordt de volgende bepaling toegevoegd :
Behalve het geval dat de erken-

sera reconnue valable aux termes de l'article 335 ci-dessus.

Art. 908. — La disposition suivante est ajoutée à cet article :

En aucun cas, les incapacités résultant du présent article ne pourront être invoquées que par les enfants légitimes et leurs descendants.

Art. 913. — Cet article est complété comme il suit :

La réserve de l'enfant naturel, en concurrence avec des enfants légitimes, est égale à la moitié de celle d'un enfant légitime.

S'il n'y a pas d'enfants légitimes, elle est égale à la réserve de l'enfant légitime.

La mère de l'enfant naturel reconnu a une réserve égale au quart de sa succession.

Art. 2.

Les articles 738, 761 et 773 du Code civil sont abrogés.

Art. 3.

L'article 725 du Code civil est applicable à l'enfant naturel.

ning geldig verklaard wordt volgens bovenstaand artikel 335.

Art. 908. — Aan dit artikel wordt de volgende bepaling toegevoegd :

In geen geval kunnen de onbevoegdheden, uit dit artikel voortvloeiende, worden ingeroepen, dan alleen door de wettige kinderen en hunne afstammelingen.

Art. 913. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Het gedeelte, voorbehouden ten voordeele van het onechte kind opkomende met wettige kinderen, is gelijk aan de helft van dit van een wettig kind.

Zijn er geene wettige kinderen, dan is het gelijk aan het gedeelte voorbehouden ten voordeele van het wettige kind.

De moeder van het erkende onechte kind heeft een te haren voordeele voorbehouden gedeelte, gelijk aan een vierde van zijne erfenis.

Art. 2.

De artikelen 738, 761 en 773 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken.

Art. 3.

Het artikel 725 van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op het onechte kind.

A. MONVILLE,
Ferd. FLÉCHET,
Maurice FÉRON,
Georges LORAND.

(N^r 95.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1914.

Wetsvoorstel waarbij gewijzigd worden sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de erkenning der onechte kinderen, de aanneming, de rechten van successie der onechte kinderen en de vertegenwoordiging in de zijlinie.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Te zamen met enkele onzer medeleden, heb ik opnieuw ingediend het wetsvoorstel waarbij gewijzigd worden sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de erkenning der onechte kinderen, de aanneming, de rechten van successie der onechte kinderen en de vertegenwoordiging in de zijlinie.

Dit voorstel werd vroeger opgemaakt en ingediend door wijlen ons medelid, den heer Paul Janson; het verviel echter ten gevolge van de ontbinding der Kamers in 1912.

Wij houden ons overtuigd dat het overnemen van de Toelichting van dit voorstel, door den heer Paul Janson zelf geschreven, de indiening daarvan het best zal wettigen.

FERDINAND FLÉCHET.

TOELICHTING DOOR DEN HEER JANSON.

MIJNE HEEREN,

De bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de onechte kinderen getuigen van eene werkelijk buitensporige hardheid en gestrengheid.

Bij den eersten aanblik schijnt het dat het onechte kind, onschuldig slachtoffer van de fout van zijn vader en moeder, eene bijzondere bescherming zou moeten genieten. Integendeel, de wetgever bemoeit er zich slechts mede om zijne rechten te beperken en te verminderen.

De tegenwoordige wetgeving is de openlijke en blijkbare miskenning van het beginsel, dat de verantwoordelijkheid voor de begane fouten persoonlijk is en dat het strijdt met elke billijkheid ze op den rug te schuiven van hem, die daaraan vreemd is en die, van zijne geboorte af, wettig beroofd is van den steun en de bescherming van zijnen vader en van zijne moeder, tenzij dezen, wat maar al te zeldzaam is, hem een regelmatig burgerlijken stand bezorgen.

De opstellers van het Wetboek hebben gemeend dat zij de wettige familie zouden beschermen door wetten te maken tegen de onechte kinderen.

Duidelijke zinspeling. Zij, die in overspel leven, gehoorzamen uitsluitend aan een persoonlijk gevoelen en, zelfzuchtig, bekommeren zij zich volstrekt niet over het lot, voorbehouden aan de kinderen die de vrucht kunnen zijn van hunne ongeoorloofde betrekkingen.

Men kan het voor zeker houden, dat de wetgeving op de onechte kinderen niet ten gevolge heeft gehad hun getal te verminderen, door aan de ouders de gevolgen te doen zien van hunne fout ten opzichte van de kinderen die zij buiten huwelijk geteeld hebben.

Het oogenblik schijnt ons goed gekozen om in deze zaak de wetgeving meer billijk en meer menschelijk te maken; maar, aangezien het altijd moeilijk is grondige hervormingen te bekomen, hoe juist en billijk zij ook zijn, hebben de ontwerpers van het voorstel getracht deze te beperken binnen grenzen welke gemakkelijk kunnen worden aanvaard door al degenen die erkennen dat deze wetgeving van eene andere eeuw niet kan blijven bestaan in hare strengheid en onrechtvaardigheden.

De kwestie werd gedeeltelijk opgelost door het Fransche Parlement. (Zie de wet van 25 Maart 1896 en de uitstekende verklaring daarvan, uitgegeven door den heer Henri Coulon, advocaat bij het Hof van Beroep te Parijs) (1).

De ontwerpers van het voorstel hielden voor een groot deel rekening met die wet en met den vooruitgang, door haar bewerkt in het burgerlijk recht.

Deze algemeene beschouwingen zijn voldoende om de algemeene strek-

(1) Paris, Imprimerie et Librairie générale de jurisprudence. Paris, Marchal et Biard.

king van het wetsontwerp uit te leggen, en ons blijft alleen over, de verschillende bepalingen, die het medebrengt, te rechtvaardigen.

Artikel 534. — De rechtsleer en de rechtspraak, dit artikel op beperkte wijze uitleggende, hebben niet aangenomen de erkenning van een onecht kind, wanneer deze gedaan wordt door een eigenhandig geschreven testament.

Wij stellen integendeel voor, aan te nemen dat de erkenning bij eigenhandig geschreven testament zal geldig zijn, wel te verstaan indien dit testament als echt erkend is, niet wordt betwist of, zoo het geschrift beweerd werd valsch te zijn, het ten slotte erkend wordt, na inbrenging van de bewijzen voorgeschreven door de wet, als zijnde geschreven, gedagteekend en onderteekend door den erflater.

Het olographisch testament, behoudens het gevaar van geschriftontkenning, geeft het duidelijkst den werkelijken en persoonlijken wil van den overledene weer; en het is onbegrijpelijk dat, door deze daad van laatsten wil, de vader of de moeder van het onechte kind dit niet zou mogen erkennen en hem aldus, door eene late herstelling, rechten geven in hunne nalatenschap. Maar het schijnt ons onaannemelijk toe, dat de vader of de moeder van het onechte kind het moge erkennen na zijn overlijden. Zulk eene erkenning zou geene andere uitwerking hebben dan hun rechten te verleenen in zijne nalatenschap en wordt alleen ingegeven door het verlangen naar onwettige winst. Wij stellen voor, het te verbieden.

Artikel 535 verbiedt de erkenning der kinderen in overspel of in bloedschande geteeld; toch is hun toestand de ongelukkigste en de meest belangwekkende. Echter, wenshende, zooals wij gezegd hebben, geene te stoute nieuwigheid in te voeren, bepalen wij ons tot het voorstellen van zekere verzachtingen van den algemeenen regel, door de wet bepaald.

Deze, verklarende dat zulke kinderen alleen recht hebben op voedingskosten, veronderstelt het geval dat hunne afstamming op authentieke wijze werd vastgesteld ten gevolge van eene verkrachting der wet of van eene rechterlijke uitspraak; maar het kan gebeuren dat naderhand het huwelijk veroorloofd wordt tusschen den vader en de moeder, wanneer het bestaan van de oorzaak der bloedschande verdwenen is, namelijk, wanneer eenen schoonbroeder wordt veroorloofd zijne schoonzuster te huwen.

Ook kan het gebeuren dat de vader of de moeder, die zich schuldig maakte aan overspel, later een geldig huwelijk kan aangaan met de medeplichtige aan dat overspel.

Het is billijk, in die twee gevallen, de verbodsbepaling in de wet niet vol te houden en de erkenning toe te laten van de onechte kinderen, in overspel of bloedschande geteeld, of er bij te voegen dat, ingeval deze erkenning reeds geschiedde, zij nochtans hare uitwerking zal teweegbrengen en dat zij gedaan kan worden indien later het huwelijk, regelmatig aangegaan, de oorzaak van het wettig verbod doet verdwijnen.

Art. 545, 546 en 555. — De rechtsleer en de rechtspraak, ditmaal het Wetboek lezende in een ruimen geest van billijkheid, hebben goedgekeurd dat

de vader of de moeder van een onecht kind het kon aannemen en hem alzoo den staat verzekeren van wettig kind; maar de voorwaarden, vereischt voor de aanneming, zijn streng bepaald door het Burgerlijk Wetboek, dat den leeftijd regelt van den aannemende, alsmede den leeftijd van den aangenomene, en de toestemming van dezen eischt.

Geldt het een onecht kind, dan hebben deze voorwaarden geen reden van bestaan; het onechte kind mag worden erkend zonder zijne toestemming: men ziet niet in waarom deze toestemming noodig zou zijn ingeval van aanneming. Het mag worden erkend indien het minderjarig is; er is geen reden om te eischen dat het meerderjarig zij, als er sprake van aanneming is.

Eindelijk eischt de wet dat de aannemende 50 jaar oud zij, en het dunkt ons dat het voldoende ware te zeggen, dat de aannemende ten minste 30 jaar oud moet zijn, wat een waarborg is dat de aanneming van zijne zijde eene daad is van rijp beraad.

Kortom, indien ons voorstel wordt aangenomen, wordt als eenige hoofdvoorwaarde, die de aanneming zal rechtvaardigen, gesteld, dat, ingevolge de bepalingen van het Wetboek, artikel 345, paragraaf 1, de aannemende hulp en onafgebroken zorgen aan den aangenomene zal hebben verleend gedurende zes jaren; dit zal, om zoo te zeggen, altijd het geval zijn, indien de toekomstige aangenomene vóór dien tijd erkend werd.

Nu bleef nog over, de erfrechten te regelen van het onwettig kind; daartoe strekken de volgende artikelen van het wetsontwerp.

Het Wetboek, in zijne vijandschap tegen de onechte kinderen, heeft hun niet de hoedanigheid van erfgenaam willen erkennen en bijgevolg heeft het hun een bijzonderen en buitengewonen toestand gemaakt door ze te berooven van het bezitrecht en dit te bewaren voor de wettige erfgenamen.

Het verschil, gemaakt tusschen de wettige erfgenamen en de onechte kinderen, uit dit bijzonder oogpunt, wordt door geene enkele ernstige overweging gerechtvaardigd.

Het ligt overigens meer in de woorden dan in de zaken en het schijnt meer redelijk, wanneer men de rechten der onechte kinderen beperkt, te erkennen dat deze rechten, zooals ze beperkt zijn, toch erfelijke rechten zijn en, als zoodanig, onderworpen aan de algemeene regelen die deze beheerschen.

De artikelen 723 en 724, nieuw, en een gedeelte van artikel 756, nieuw, worden door de voorgaande beschouwingen gerechtvaardigd.

Art. 757. — Dit artikel stelt allereerst voor, wanneer er onechte kinderen en wettige kinderen zijn, de onechte kinderen niet al te karig te be-deelen.

Het Wetboek staat hun slechts het derde toe van het deel dat zij zouden gehad hebben indien zij wettig waren.

Deze vermindering schijnt ons te groot. Het stelt het onechte kind in een zeer jammerlijken toestand, waar de verantwoordelijkheid voor zijne onregelmatige geboorte uitsluitend aan zijne ouders is toe te schrijven.

Dus schijnt het ons billijk, dat het deel van het onechte kind van een derde op de helft gebracht worde.

Blijft het geval dat de vader of de moeder van het onechte kind geene

wettige afstammelingen heeft; in dit geval ook wordt het onechte kind gedeeltelijk getroffen. Het krijgt slechts de helft of de drie vierden van de nalatenschap; de andere helft of het andere vierde gaat naar de bloedverwanten in de opgaande linie of in de zijlinie; en toch, door eene zonderlinge tegenstelling, komt het onechte kind niet op voor de erfenis van zijne bloedverwanten in de opgaande linie, tenzij van den vader of van de moeder, en het heeft geen deel in de nalatenschap van zijne zijverwanten.

Men kan en moet veronderstellen dat de overledene, die een onecht kind erkend heeft, voor dit kind eene grootere toegenegenheid heeft dan voor zijne bloedverwanten in de opgaande linie of in de zijlinie, en bijgevolg, daar de orde der nalatenschappen berust op de veronderstelde toegenegenheid, moet men, in dit opzicht, het onechte kind gelijkstellen met het echte kind indien de overledene geene wettige afstammelingen nalaat.

Deze nieuwigheid is des te minder bezwaarlijk, daar de vader of de moeder altijd, ten bedrage van het beschikbare deel, het onechte kind kan onterven ten bate van zijne aanverwanten in de opgaande linie of in de zijlinie; maar wat wij niet kunnen aannemen is, dat de wet zelf zou goedkeuren eene dergelijke onterving, die in de gegeven veronderstelling niet te rechtvaardigen is. Het kan zijn dat de bloedverwant, in de opgaande linie, van een onecht kind blijde is in zijne erkenning toe te stemmen; in dat geval is het billijk dat het onechte kind in zekere mate deel heeft in zijne nalatenschap; dat is het wat het wetsontwerp voorstelt.

Artikel 761 van het Wetboek toont opnieuw welken haat, zouden wij kunnen zeggen, de opstellers van het Wetboek aan het onechte kind toedragen.

Zij hebben verboden en met nietigheid getroffen de overeenkomst betreffende toekomstige erfenissen, en ziehier dat zij, als eene zonderlinge uitzondering, deze overeenkomst vaststellen en toelaten waar het geldt, de reeds zoo geringe rechten van het onechte kind te beperken en te verminderen. Wij gelooven dat men den tekst zou moeten afschaffen en terugkeeren tot het gemeene recht.

Artikel 725. — Wij stellen voor, te zeggen dat de regel, volgens welken het ontvangen kind bekwaam is om te erven, toepasselijk is op het onechte kind. Het is overigens slechts de toepassing van het beginsel, volgens hetwelk het wetsontwerp, met het oog op erfrecht, het verschil wegneemt tusschen onrechte kinderen en wettige erfgenamen.

Artikel 758. — De afschaffing ervan is het gevolg der voorgaande bepalingen. Dit artikel geeft slechts het geheel der goederen aan het onechte kind, wanneer er geen erfgenamen zijn in erfgerechtigden graad.

Volgens het wetsontwerp ontvangt het onechte kind, wanneer er geen afstammelingen zijn, de geheele nalatenschap van den vader of de moeder die het erkent. Men moest dus dit artikel afschaffen om eene strijdigheid te voorkomen.

Artikel 908 bekrachtigt de draconische bepalingen tegen het onechte kind en, daar deze grootendeels vervallen, spreekt het vanzelf dat artikel 908 niet meer kan worden toegepast anders dan binnen de door het wetsont-

werp bepaalde grenzen. Anderzijds, daar de beperking van het erfrecht van het onechte kind geschiedde in het belang der wettige kinderen, spreekt het vanzelf dat deze alleen zich daarop kunnen beroepen, met uitsluiting van derden.

Artikel 915. — Hoewel het Wetboek niet uitdrukkelijk een voorbehouden deel verleent aan het onechte kind, hebben de rechtsleer en de rechtspraak het beginsel ervan aangenomen.

Men is het niet eens over de wijze om het deel te berekenen, vooral wanneer er verscheidene onechte kinderen zijn en verscheidene wettige kinderen.

Wij hebben voorgesteld, de rechten van het onechte kind in de nalatenschap van zijnen vader of van zijne moeder te vergrooten, wanneer het optreedt terzelfder tijd als wettige kinderen.

Als noodzakelijk gevolg, moesten wij ook zijn voorbehouden deel vergrooten en voorstellen het gelijk te verklaren aan dat van het wettige kind, indien er geene wettige kinderen zijn of afstammelingen van dezen.

Eindelijk scheen het ons billijk toe, in de wet een voorbehouden deel te geven aan de moeder van het erkende onecht kind.

Indien de moeder haar onecht kind heeft erkend, werd zij door de wet verplicht te voorzien in zijne opvoeding en in zijne behoeften, en zij heeft duidelijk een plicht volbracht, door de zedenleer geëischt; bijgevolg, daar het onecht kind rechten heeft op hare nalatenschap en een voorbehouden deel daarin, is het billijk dat de moeder, van hare zijde, een voorbehouden deel hebbe in de nalatenschap van haar onecht kind.

Wij willen deze bepaling niet uitstrekken tot den vader, omdat de verwantschap van het onechte kind met den vader die het erkend heeft, trots deze erkenning, niet oprecht kan zijn, en men moet vermijden dat, door de erkenning van een onecht kind, een burger zich erfrechten verschaffe in zijne nalatenschap. Dit gevaar is niet te vreezen wat de moeder betreft, want de verwantschap met de moeder kan met zekerheid worden bewezen.

Art. 742. — Het Wetboek heeft de vertegenwoordiging aangenomen alleen ten gunste van de wettige afstammelingen in elken graad en ten gunste van de wettige afstammelingen der broeders en zusters.

Wanneer, bij het openvallen van eene erfenis, er noch wettige afstammelingen, noch bloedverwanten in de opgaande linie, noch broeders, noch zusters, noch ooms, noch tantes, noch afstammelingen van dezen bestaan, komt de erfenis toe aan de naaste bloedverwanten, dat wil zeggen, aan de volle neven; maar, in dat geval, heeft de overledene doorgaans een hoogen leeftijd bereikt en is, als noodzakelijk gevolg, het aantal der volle neven zeer beperkt; dus gebeurt het dikwijls dat een enkele hunner de geheele erfenis ontvangt.

Het schijnt ons toe dat, in dit geval, de devolutie van de geheele nalatenschap aan de volle neven, die den afgestorvene overleefd hebben, iets buitensporigs heeft.

Daaruit volgt dat achterneven van den vijfden graad, die hun vader of hunne moeder verloren hebben, van de erfenis zijn buitengesloten, terwijl

de overledene op hen overbracht de toegenegenheid die hij aan hunne ouders had gewijd.

Wij stellen dus voor, deze onrechtvaardigheid te herstellen door de ver-
tegenwoordiging uit te breiden tot den vijfden graad.

Kortom, het wetsontwerp gaat, op dit bijzonder punt, uit van de meest
ruime en meest billijke gedachten die, in deze zelfde zaak van erfenissen,
reeds gewichtige nieuwigheden hebben ingegeven :

Zoo, de wet van 20 Mei 1837, die het oud artikel 721 van het Burgerlijk
Wetboek afschafte en, met zeker voorbehoud, de afschaffing toeliet van
het vreemdelingsrecht.

Zoo, de wet van 27 April 1865, die de vorige introk en, onder zeker
voorbehoud, de onbevoegdheden wegnam, welke, in deze, de vreemde-
lingen troffen.

Zoo, eindelijk, de nieuwere wet van 20 November 1896 die, met gron-
dige wijziging van het Burgerlijk Wetboek, aan den overlevenden echtgenoot
belangrijke rechten verleende en aldus eene gewichtige hervorming tot
stand bracht.

PAUL JANSON.

PROPOSITION DE LOI

modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à la reconnaissance des enfants naturels, à l'adoption, aux droits de succession des enfants naturels et à la représentation en ligne collatérale.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 334, 335, 343, 346, 353, 723, 724, 742, 756, 757, 765, 908 et 915 du Code civil sont modifiés comme suit :

ART. 334. — Cet article est complété comme il suit :

Elle pourra être faite par un testament olographe.

La reconnaissance d'un enfant naturel ne pourra avoir lieu après son décès.

ART. 335. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à cet article :

Si, contrairement à la loi, un enfant adultérin a été reconnu, cette reconnaissance sortira ses effets dans le cas où son père et sa mère viendraient à se marier.

Si, contrairement à la loi, un enfant incestueux a été reconnu, cette reconnaissance sortira ses effets dans le cas où, ultérieurement, ses père et mère auraient reçu l'autorisation de se marier.

L'enfant incestueux pourra être reconnu lorsque le mariage entre ses père et mère aura été autorisé.

L'enfant adultérin pourra être reconnu au cas où son père et sa mère viendraient à se marier.

WETSVOORSTEL

waarbij gewijzigd worden sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de erkenning der onechte kinderen, de aanneming, de rechten van successie der onechte kinderen en de vertegenwoordiging in de zijlinie.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 334, 335, 343, 346, 353, 723, 724, 742, 756, 757, 765, 908 en 915 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

ART. 334. — Dit artikel wordt aldus aangevuld :

Zij kan geschieden bij olografisch testament.

De erkenning van een onecht kind kan niet geschieden na zijn overlijden.

ART. 335. — De volgende bepalingen worden aan dit artikel toegevoegd :

Indien, in strijd met de wet, een kind, in overspel geteeld, erkend werd, zal deze erkenning hare uitwerking hebben wanneer zijn vader en zijne moeder met elkander mochten trouwen.

Indien, in strijd met de wet, een kind, in bloedschande geteeld, erkend werd, zal deze erkenning hare uitwerking hebben wanneer, later, zijn vader en zijne moeder de machtiging mochten bekomen om met elkander te trouwen.

Het in bloedschande geteeld kind kan erkend worden, wanneer het huwelijk tusschen zijn vader en zijne moeder toegelaten wordt.

Het in overspel geteeld kind kan erkend worden, wanneer zijn vader en zijne moeder met elkander mochten trouwen.

Art. 343. — Cet article est complété comme il suit :

Toutefois, le père ou la mère d'un enfant naturel reconnu peut adopter son enfant, quelle que soit la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté, si l'adoptant est âgé d'au moins 50 ans.

Art. 346. — Cet article est complété comme suit :

Lorsque l'adopté sera un enfant naturel reconnu, l'adoption par son père ou par sa mère pourra avoir lieu avant la majorité de l'adopté.

Art. 353. — Cet article est complété comme il suit :

Le consentement de l'adopté n'est pas nécessaire s'il est l'enfant naturel reconnu de l'adoptant.

Art. 723. — Cet article est modifié comme il suit :

La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les enfants naturels légalement reconnus ; à leur défaut, les biens passent à l'époux survivant ; et s'il n'y en a pas, à l'État.

Art. 724. — Cet article est modifié comme suit :

Les héritiers légitimes et les enfants naturels légalement reconnus sont saisis de plein droit des biens, droits et action du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession dans les formes qui sont déterminées.

Art. 742. — Cet article est complété comme suit :

La représentation est admise en faveur des enfants au premier degré,

Art. 343. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Echter kan de vader of de moeder van een erkend onecht kind het als zijn kind aannemen, welk ook het verschil van jaren zij tusschen den aannemende en den aangenomene, indien hij, die het aanneemt, ten minste dertig jaar oud is.

Art. 346. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Indien de aangenomene een onecht erkend kind is, kan de aanneming door zijn vader of door zijne moeder geschieden vóór de meerderjarigheid van den aangenomene.

Art. 353. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

De toestemming van den aangenomene is niet noodig wanneer hij is het onecht erkend kind van hem, die het kind als het zijne aanneemt.

Art. 723. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wet regelt de orde van erfopvolging tusschen de wettige erfgenamen en de wettig erkende onechte kinderen ; bij dezer ontstentenis, gaan de goederen over op den langstlevenden echtgenoot en, zoo er geen is, op den Staat.

Art. 724. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wettige erfgenamen en de wettig erkende onechte kinderen treden van rechtswege in het bezit der goederen, rechten en actiën van den overledene, onder verplichting al de lasten der nalatenschap te kwijten. De langstlevende echtgenoot en de Staat moeten zich door den rechter in bezit doen stellen, volgens de bepaalde vormen.

Art. 742. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

De vertegenwoordiging is toegelaten ten gunste van de kinderen in

des cousins germains parents au quatrième degré.

Art. 756. — Cet article est modifié comme suit :

La loi n'accorde de droit aux enfants naturels sur les biens de leur père et de leur mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus.

Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère.

La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère, sauf l'exception établie ci-après.

Art. 757. — Le paragraphe 2 de cet article est modifié comme il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime.

Il est identique à celui des enfants légitimes, si le père ou la mère ne laissent pas de descendants légitimes.

L'enfant naturel qui aura été reconnu avec le consentement d'un ou de plusieurs ascendants du père ou de la mère, donné soit lors de la reconnaissance, soit après, par acte authentique, soit par une disposition testamentaire, aura droit de prendre part dans la succession de l'ascendant qui a donné son consentement suivant les dispositions qui précèdent.

Art. 763. — La disposition suivante est ajoutée à cet article :

Sauf le cas où la reconnaissance

den eersten graad, van de volle neven die bloedverwanten zijn in den vierden graad.

Art. 756. — Dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

De wet vergunt eerst rechten aan de onechte kinderen op de goederen van hun overleden vader en moeder, wanneer zij wettig erkend zijn.

De onechte kinderen, wettig erkend, zijn geróepen als erfgenamen tot de nalatenschap van hun vader of van hun moeder.

De wet vergunt geenhoegenaamd recht aan de onechte kinderen op de goederen der bloedverwanten van hun vader of van hunne moeder, behalve de hierna gestelde uitzondering.

Art. 757. — Paragraaf 2 van dit artikel wordt gewijzigd als volgt :

Indien de vader of de moeder wettige afstammelingen heeft achtergelaten, bestaat dit recht in de helft van het erfelijk deel, dat het onechte kind zou gehad hebben indien het wettig geweest ware.

Het is gelijk aan dit van de wettige kinderen, wanneer de vader of de moeder geene wettige afstammelingen achterlaat.

Het onechte kind, dat erkend werd met de toestemming van een of meerdere bloedverwanten van den vader of van de moeder, in de opgaande lijn, toestemming gegeven hetzij bij de erkenning, hetzij daarna, bij authentieke akte, hetzij bij uiterste wilsbeschikking, heeft recht deel te nemen in de nalatenschap van den bloedverwant, in de opgaande lijn, die zijne toestemming heeft gegeven volgens bovenstaande bepalingen.

Art. 763. — Aan dit artikel wordt de volgende bepaling toegevoegd :
Behalve het geval dat de erken-

sera reconnue valable aux termes de l'article 335 ci-dessus.

ART. 908. — La disposition suivante est ajoutée à cet article :

En aucun cas, les incapacités résultant du présent article ne pourront être invoquées que par les enfants légitimes et leurs descendants.

ART. 913. — Cet article est complété comme il suit :

La réserve de l'enfant naturel, en concurrence avec des enfants légitimes, est égale à la moitié de celle d'un enfant légitime.

S'il n'y a pas d'enfants légitimes, elle est égale à la réserve de l'enfant légitime.

La mère de l'enfant naturel reconnu a une réserve égale au quart de sa succession.

ART. 2.

Les articles 758, 761 et 775 du Code civil sont abrogés.

ART. 3.

L'article 725 du Code civil est applicable à l'enfant naturel.

ning geldig verklaard wordt volgens bovenstaand artikel 335.

ART. 908. — Aan dit artikel wordt de volgende bepaling toegevoegd :

In geen geval kunnen de onbevoegdheden, uit dit artikel voortvloeiende, worden ingeroepen, dan alleen door de wettige kinderen en hunne afstammelingen.

ART. 913. — Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

Het gedeelte, voorbehouden ten voordeele van het onechte kind opkomende met wettige kinderen, is gelijk aan de helft van dit van een wettig kind.

Zijn er geene wettige kinderen, dan is het gelijk aan het gedeelte voorbehouden ten voordeele van het wettige kind.

De moeder van het erkende onechte kind heeft een te haren voordeele voorbehouden gedeelte, gelijk aan een vierde van zijne erfenis.

ART. 2.

De artikelen 758, 761 en 775 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken.

ART. 3.

Het artikel 725 van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op het onechte kind.

A. MONVILLE,
Ferd. FLÉCHET,
Maurice FÉRON,
Georges LORAND.